

# Les derniers intouchables



**Corporatisme.** SNCF, EDF, SNCM... La CGT contrôle encore d'imposants bastions qui lui donnent un sacré pouvoir de nuisance.

PAR PATRICK BONAZZA  
ET BEATRICE PARRINO

Que fait Thierry Lepaon ? Le leader de la CGT, nommé à la tête du premier syndicat de France l'année dernière, est transparent sur la scène sociale. On ne le voit guère, on ne l'entend guère, on le sait même très peu porté à tirer les ficelles en coulisses. Bref, la CGT n'a pas de patron. Thierry Lepaon n'est ni un géné-

ral ni un pacifiste. « On l'a connu très bon dealer chez Moulinex, mais là on ne le reconnaît plus, on ne sait même pas ce qu'il veut faire de son syndicat », se désole « sincèrement » le patron d'une autre centrale. On nous avait promis, lors de sa désignation, qu'il poursuivrait le timide « recentrage » amorcé par son prédécesseur, Bernard Thibault... Mais la maison CGT n'est pas tenue, les barons locaux s'agitent, s'arc-boutent sur leurs pri-

**Explosif.** Manifestation contre la réforme ferroviaire, le 12 juin, devant le ministère des Transports. En tête de cortège, la CGT.

vilèges jusqu'à bloquer le pays. Et cela dans l'indifférence complice de leurs dirigeants nationaux, trop occupés par leurs querelles intestines. « La situation est grave à la CGT. Avant, c'était au moins un centre de réflexion », souligne l'Elysée. Le constat est partagé par tous les acteurs du paritarisme : la CGT version Lepaon fleurit l'amateurisme, se présente aux tables de négociation sans préparation, se cache derrière des postures idéologiques, oubliant au passage que la France va mal et qu'elle pourrait jouer un rôle afin d'endiguer la crise. Mais la centrale n'est pas à la hauteur, laissant les « fédés » à leurs vieux démons corporatistes.

# de la CGT

## SNCF Coûteux privilèges

Quand, en 1997, pour se conformer aux directives de Bruxelles, la SNCF est scindée en deux, avec d'un côté l'exploitation des trains (SNCF) et de l'autre l'exploitation du réseau (RFF), la CGT gronde et grogne. Dix-sept ans plus tard, rebelote ! Même si cette fois le gouvernement propose d'unir à nouveau sous un même toit les deux sociétés. La CGT parle de « *monstre à trois têtes* » et déclenche la grève, associée à SUD Rail, plus extrémiste encore. Pourtant, le patron de la SNCF, Guillaume Pépy, avait habilement ficelé son deal à Bruxelles, qui réclame une séparation stricte entre exploitation et réseau. Pour ménager la CGT, sans laquelle il ne peut diriger, il a même maintenu l'essentiel : le statut des cheminots, qui bénéficient de l'emploi à vie, de récupérations aux petits oignons, de voyages gratuits pour eux et leur famille, partent à la retraite (après 2017) à 52 ans pour les roulants et à 57 ans pour les autres ! Un statut hors d'âge qui coûte cher à la nation (les retraites sont subventionnées) et renchérit les coûts de main-d'œuvre de la SNCF de 20 à 30 %. Ce qui n'est pas la meilleure manière d'affronter la concurrence qu'exige Bruxelles. Ou de contenir la dette du nouvel ensemble (41,7 milliards d'euros aujourd'hui). Mais de cela la CGT n'a que faire. Les contribuables paieront.

## SNCM L'arme au pied

Perte de parts de marché sur la desserte corse, 400 millions d'euros engloutis en dix ans, 420 millions d'euros de subventions indues dénoncées par Bruxelles, la SNCM flirte en permanence avec la faillite. Ces résultats catastrophiques n'empêchaient pas Marc Dufour, son ex-PDG, d'écarteler le 12 mai, de ■■■

## Le magot des CE

Un comité d'entreprise sur quatre est contrôlé par la CGT. Ses places fortes se logent dans la sphère publique. Les CE de la SNCF, d'EDF, de la RATP et leurs dizaines de millions de budget sont entre ses mains.

## 350 000

C'est le nombre de salariés sympathisants de la CGT dans le privé.

## Coup de frein

La CGT a obtenu 35,64 % des votes lors des élections organisées en mars à la SNCF. Première organisation, elle est en recul constant depuis des années.

# Le Point

5<sup>ème</sup> Conférence Annuelle  
1/2 journée  
17 retours d'expérience

## Stress, santé & qualité de vie au travail

*Des obligations à la recherche de performance durable, les meilleurs dispositifs éprouvés par les pionniers*

Judi 25 septembre 2014, de 14h à 18h30  
La Maison des Centraliens, Paris

Avec les participations exceptionnelles de :



**Dorothée Burkel**  
Directeur des Ressources Humaines  
**GOOGLE France**



**Yves Struillou**  
Directeur  
**Direction générale du travail - DGT**



**Dr Dominique Delahaigue**  
Médecin Coordinateur Santé au Travail  
**ARCELOR MITTAL France**



**Jean-Christophe Sciberras**,  
Directeur des Ressources Humaines France et Directeur des Relations Sociales, **GROUPE SOLVAY**  
Président, **ANDRH**



**Stéphane Saba**  
Directeur Ressources Humaines  
**PEPSICO France**

En partenariat avec :



Flichy Grangé Avocats  
*droit social / employment law*



**Demande de programme et inscription :**

Tel : +33 1 43 12 85 55  
lepoint@development-institute.com  
www.development-institute.com







■ ■ ■ vouloir acheter quatre nouveaux navires pour près de 700 millions. Pour forcer la décision des actionnaires (Transdev à 66 % et l'Etat à 25 %...), il avait, avec un drôle de plan social, mis dans sa poche le principal syndicat de l'entreprise, la CGT. Sur 2 600 employés, 500 étaient sacrifiés et les salariés acceptaient même de « rendre » à la direction 23 jours de congés. Des efforts a priori considérables. Sauf que les 500 concernés étaient pour l'essentiel des saisonniers en CDD et pas des titulaires. Et que même après avoir rendu 23 jours les marins de la SNCM conservaient au minimum cinq mois de congés par an ! Surtout, les sureffectifs demeuraient monstrueux. Après le départ de Dufour, l'Etat et Transdev n'ont pas encore

## La CGT attend, l'arme au pied. Prête aux actions les plus dures.

annoncé de plan. La CGT garde le sien et attend l'arme au pied. Prête comme elle l'a fait mille fois dans le passé aux actions les plus dures. A Marseille, le corporatisme ne prend pas l'eau.

### EDF Le dernier bastion

Pour les cégétistes, cette entreprise n'est pas comme les autres : le statut en or dont bénéficient ses agents (emploi à vie, sécurité sociale avantageuse, électricité à 10 % du prix, retraite à 55 ans pour les « actifs » et 60 pour les autres...) est celui dont le Parti communiste et la CGT rêvent pour tous les

**Vent debout.** Au parc Chanot, à Marseille, le 28 mai. Olivier Diehl vient d'être élu au conseil de surveillance de la SNCM.

salariés français. Depuis la Libération, la CGT est le principal syndicat de l'entreprise et gère, dans l'opacité la plus totale, mais au profit de ses « œuvres », le premier comité d'entreprise (535 millions d'euros) du pays. Aucun président d'EDF ne peut ignorer la CGT. Hier Edmond Alphandéry avait donné à EDF les 32 heures hebdomadaires avant même les 35 heures pour tous. Aujourd'hui, Henri Proglio augmente consciencieusement les salaires tous les ans. Les politiques ne sont pas en reste. Quand, en 2005, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Economie, ouvre le capital il garantit le statut des agents aux nouveaux entrants. Quand, en 2007, le même, alors président de la République, réforme les régimes spéciaux de retraite, dont celui d'EDF, il se contente de les écorner. Sarkozy traitait directement avec Frédéric Imbrecht, le tout-puissant secrétaire général de la fédération CGT mines-énergie. Depuis 2010, sa compagne, Virginie Gensel, lui a succédé. La CGT est une affaire de famille aussi.

### Syndicat du livre Les as du corporatisme

Le syndicat CGT du livre déteste qu'on évoque les privilèges dont bénéficient ses troupes. Les rotativistes percevraient plus de 4 500 euros brut par mois. Dans de nombreux dépôts de grossistes de presse répartis un peu partout en France, il n'y aurait pas de salaires inférieurs à 2 500 euros nets sur quatorze mois avec des semaines de vacances bien plus longues que dans les autres secteurs. Ces conditions exorbitantes ont contribué à renchérir les coûts de l'impression et de la distribution des journaux. Mais quand, en pleine révolution numérique, la crise de la ■ ■ ■

Ils planent loin des réalités



« Nous n'avons pas simplement un problème d'offre, nous avons aussi un problème de demande (...) Le pays va vraiment s'affaisser si on ne soutient pas la consommation » **Pascal Cherki**, député PS

■■■ presse s'est aggravée, la CGT du livre ne s'est jamais demandé un seul instant si les ennuis du secteur provenaient, au moins en partie, du coût de la main-d'œuvre. L'an dernier, Presstalis, l'entreprise qui distribue les trois quarts des titres en France pour repousser, une fois encore, le spectre du défaut de paiement, a présenté un plan social spécialement brutal : sur 2 600 salariés, 1 000 devaient partir en deux ans. Une proportion qui n'aurait jamais été aussi importante si les salariés du livre avaient été des salariés comme les autres. La CGT du livre, connue pour la violence de ses actions, a réussi à assouplir le plan. Et plus rien ne dit que Presstalis est définitivement tirée d'affaire.

**Chimie Vive la révolution !**

Son petit nom : la FNIC, la Fédération nationale des industries chimiques. Son gros atout : elle est à la manœuvre dans les gros conflits sociaux. Goodyear Amiens Nord, c'est elle. Sanofi, c'est encore elle. Kem One, c'est toujours elle. Dans ces dossiers, la CGT chimie a choisi le jusqu'au-boutisme judiciaire. Elle multiplie les recours devant les tribunaux. Mais la « lutte » ne s'arrête pas là. Ses leaders n'hésitent pas à verser dans la violence. Insultes, coups, voire prises d'otages, ils se permettent tout. Montreuil détourne le regard. La confédération, si elle ne soutient pas ces agissements, ne les condamne pas non plus. L'équipe en place a trop besoin de l'appui de cette fédération – puissante et populaire – pour conserver le pouvoir. Et puis, la FNIC manie avec brio la rhétorique cégétiste. Dans une récente publication, elle se déchaînait : « Si nous laissons faire, si nous ne nous opposons pas au Premier ministre, demain nous reverrons le travail des enfants, la précarité généralisée, les syndiqués emprisonnés, les retraités dans les hospices, les malades dans les mouroirs, la contraception interdite, l'éducation privatisée... et les grands patrons triomphants sur les décombres de notre protection sociale et de notre liberté. » Alors, vive la révolution! ■



Provoc'.  
Manifestation à Paris, le 16 juin.

# Intermittents, le chantage permanent

**Tabou.** Ni droite ni gauche n'ont osé s'attaquer à ce dossier sensible.

PAR BEATRICE PARRINO

**B**ip, bip... Jean-Michel Ribes vient de vous adresser un SMS. Le patron du Théâtre du Rond-Point, à Paris, vous invite à participer à un « rassemblement citoyen pour tous ceux qui savent que la cause des intermittents du spectacle est celle de la défense des libertés fondamentales ». Rien que ça ! Et rien, en revanche, sur un régime des intermittents injuste, financièrement suicidaire, qui creuse chaque année de 1 milliard le déficit de l'assurance-chômage. Ils demandent même au ministère du Travail de ne pas agréer un texte qui révisé leurs droits – les plus avantageux du système d'assurance-chômage (voir ci-contre). Leurs cotisations ont été revues à la hausse, un différé d'indemnisation a été généralisé pour les mieux lotis, de quoi économiser

150 millions par an. Mais le déficit sera toujours là. Nul pays n'offre autant d'avantages et on voudrait nous faire croire que le monde entier envie ce dispositif...

Ce mouvement de défense des 250 000 intermittents est un ensemble bruyant, remuant. Il menace de perturber, voire d'annuler, des festivals d'été, comme en 2003. Evidemment, les premiers militants du « Touche pas à mon alloc' » en sont les bénéficiaires. Ces derniers peuvent compter sur l'appui de leurs employeurs, qui profitent sacrément du système. Certains n'hésitent pas à employer des secrétaires sous le régime des intermittents, ce qui est frauduleux. Il y a également les élus locaux, qui défendent les retombées économiques des festivals pour leurs villes, alors qu'au niveau national ils réclament un équilibre des comptes sociaux. Consternant opportunisme. Pour compléter la distribution, les vedettes du secteur, Philippe Torreton, Olivier Py, Agnès Jaoui, donnent de la voix au nom de la culture. Tous oublient que l'assurance-chômage ne re- ■■■

MIGUEL MEDINA-AFF